

unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

QUIMPER, le 30 JAN. 2024

Références : ENV-D- 24.0077

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOBELSPORT

20 route du Beuzit
29590 Pont-de-Buis-lès-Quimerch

Code AIOT : 0005501351

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement NOBELSPORT implanté 20 route du Beuzit à Pont-de-Buis-lès-Quimerch (29590). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOBELSPORT
- 20 route du Beuzit 29590 Pont-de-Buis-lès-Quimerch
- Code AIOT : 0005501351
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société NOBELSPORT exploite à Pont-de-Buis-lès-Quimerch une installation de fabrication de poudres pour munitions de chasse ou de tir sportif, munitions métalliques ainsi que des produits pour le maintien de l'ordre, des produits pyrotechniques et des matériaux plastiques et composites.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale : Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Délai : 1 mois
12	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.2.1.1	Délai : 2 mois
13	Traitement des émissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.2.1.2	Délai : 3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
3	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
4	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
5	Dilution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	Sans objet
6	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
7	Hauteur de la cheminée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	Sans objet
8	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
9	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
11	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Sans objet
14	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.2.2	Sans objet
15	Surveillance rejets Air	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.3.1	Sans objet
16	Bilan des émissions	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.3.2	Sans objet
17	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis pendant le contrôle "Action nationale - Air" n'ont pas révélé d'écarts majeurs à la réglementation applicable. La surveillance renforcée des émissions atmosphériques issues des ateliers de fabrication prescrite en novembre 2022 doit être poursuivie pour consolider les connaissances en matière de performance des systèmes d'abattement des substances polluantes et maîtriser les valeurs limites d'émission des gaz, en concentration et en flux des 3 ateliers de fabrication, en toutes circonstances y compris en périodes climatiques chaudes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : L'établissement fabrique des poudres à base de nitrocellulose. Les procédés de fabrication nécessitent l'utilisation de solvants : éthanol et acétone. Chaque atelier de fabrication (BIVIS) est équipé d'un système d'aspiration de l'air pour capter les composés organiques volatils (COV) à la source et les diriger vers des colonnes d'abattage à eau. L'établissement compte 3 ateliers BIVIS qui datent d'époques différentes et il en va de même pour les colonnes d'abattage qui ont un fonctionnement similaire mais des technologies différentes selon leur âge, la BIVIS 1 étant la plus ancienne et la BIVIS 3 la plus récente, mise en service en 2022. Les gaz sont ensuite évacués par des cheminées en sortie de colonne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : Le stockage principal des solvants est contenu en cuves enterrées compartimentées ; Le stockage tampon de solvants de la BIVIS 3 est également contenu en cuves enterrées compartimentées ;

Enfin, le stockage tampon de solvants des BIVIS 1 et 2 est contenu dans des réservoirs aériens. Toutes les cuves sont directement raccordées aux ateliers Bivis par des canalisations. Sauf en cas de fuite, il n'y a pas d'émissions diffuses au niveau des stockages.

Dans les ateliers Bivis, l'air est aspiré et dirigé vers les colonnes d'abattage. Les eaux de lavage, potentiellement chargées en solvants sont dirigées vers l'unité de distillation de l'établissement afin d'y être traitées (séparation puis récupération des solvants).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets

Prescription contrôlée :

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Constats :

Chaque atelier Bivis compte un émissaire, donc 3 au total dans l'établissement.

Les bâtiments Bivis sont distants les uns des autres pour éviter les effets dominos en cas de sinistre, c'est-à-dire la propagation d'un incendie d'un bâtiment à l'autre. Aussi les émissions des 3 ateliers ne peuvent être canalisées, traitées et rejetées via un émissaire unique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets

Prescription contrôlée :

Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.

L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Constats :

Chaque colonne d'abattage des COV est équipée d'une cheminée qui évacue les gaz traités dans l'atmosphère. Le contrôle terrain permet de confirmer leur existence, leur emplacement et leurs caractéristiques figurant à l'article 2.1 de l'AP du 25/11/2022. Le débouché des cheminées ne présente pas d'obstacle à la bonne dispersion du panache et les conduits ont un débouché vertical.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dilution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dilution
Prescription contrôlée : Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : Aucune entrée d'air extérieure pouvant diluer l'effluent n'est constatée pendant le contrôle autour des bâtiments Bivis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Chaque colonne des Bivis est équipée d'un boîtier normalisé de prélèvement répondant aux dispositions de la norme NF EN 15259. Le rapport APAVE du 28 février 2023, examiné par sondage pendant le contrôle, le stipule. Compte-tenu de la hauteur des émissaires, notamment celui de la la Bivis 3, les boîtiers y ont été installés pour toute la durée de la surveillance renforcée des émissions de gaz. Un tube descend de chaque boîtier pour permettre à l'opérateur de brancher son matériel et procéder aux mesures des rejets atmosphériques qui sont effectuées 1 fois par mois sur une durée de 3 fois 1/2 heure. Voir photos en annexe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Hauteur de la cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée
Prescription contrôlée : La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.
Constats : Les 3 émissaires des ateliers BIVIS mesurent respectivement : Bivis 1 : colonne (11 m) + cheminée (1 m)= 12 m. Bivis 2 : colonne (12 m) + cheminée (2 m)= 14 m. Bivis 3 : colonne (18,5 m) + cheminée (4 m)= 22,5m. Ils respectent la hauteur minimale prescrite. Voir photos en annexe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les installations de traitement des gaz des ateliers Bivis correspondent aux colonnes d'abattage des COV attenantes aux bâtiments. L'air chargé en solvants des ateliers de fabrication de poudres est aspiré puis il est dirigé vers le bas de la colonne dans laquelle il monte. De l'eau est introduite par le haut et descend dans la colonne. Chaque colonne dispose de surfaces d'échange Eau/Air (garnissage, galettes métalliques...) pour favoriser la dilution des COV dans l'eau. Chaque colonne est spécifique par son diamètre, sa hauteur et le débit d'eau. Celle de la Bivis 3 dispose spécifiquement d'un système de refroidissement de l'eau en amont de son introduction. L'exploitant indique que les colonnes sont nettoyées tous les 10 jours environ (après 7 jours de production pyrotechnique) avec un produit de synthèse anti-corrosif : il s'agit du produit Aqualead CI 740, qui contient de l'hydroxyde de sodium (la FDS est présentée pendant le contrôle). L'opération est effectuée par un opérateur de production de l'atelier Bivis : il ouvre le robinet du GRV contenant le produit de traitement situé au pied de la colonne. Il remplit, via une canalisation, un bac métallique qui contient un repère pour atteindre 40 l puis il l'injecte dans la colonne. Une quantité d'eau de 1 500 l est ajoutée, mesurée par le débitmètre situé en amont de la canalisation d'arrivée d'eau. Il appuie sur le bouton de commande correspondant au lavage. Le cycle de lavage dure en moyenne 3 à 4H. À l'issue du lavage, les eaux sont ensuite canalisées puis dirigées vers le réseau de décanteurs de l'établissement, jusqu'au décanteur 215 avant leur rejet vers le milieu naturel. Une surveillance de la qualité des eaux rejetées dans la Douffine est effectuée selon les dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2022 susvisé. Le bon fonctionnement des colonnes d'abattage des COV est mesuré par l'exploitant par une mesure delta P, c'est-à-dire la mesure d'une perte de charge entre le haut et le bas de la colonne (tube en U qui mesure la différence de pression entre le haut et le bas). De plus la bonne marche des colonnes est mesurée par le paramètre de l'aspiration d'air des ateliers bivis qui sont équipés d'explosimètres. Tout défaut de l'aspiration d'air détecté par ces équipements déclenche une alarme pour stopper la production et donc les émissions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

<p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entretien des colonnes est effectué environ tous les 10 jours. La production est arrêtée pendant ces phases d'entretien, donc pas d'émission pendant ces phases.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Traitement des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>(...)</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>(...)</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pendant le contrôle, les opérateurs chargés de l'entretien des systèmes de traitement des gaz expliquent les modes opératoires qu'ils appliquent au niveau des installations. Une fiche correspondant à l'opération de nettoyage figure dans un classeur. Elle est présentée pendant le contrôle. Il s'agit davantage d'un mode opératoire que d'une procédure référencée faisant figurer les éléments tels que prescrits dans l'article susvisé.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de rédiger une consigne d'exploitation contenant les éléments prescrits par l'article susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites – 1 mois</p>

N° 11 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets
Prescription contrôlée : I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le programme de surveillance mis en place par l'exploitant pour ses rejets atmosphériques est prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 novembre 2022, article 2. Les prescriptions contrôlées figurent ci-après.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.2.1.1

Thème(s) : Actions nationales 2023, rejets atmosphériques canalisés

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.
Les conditions de référence sont les suivantes :
pression : 101,3 kPa
température : 273°K
teneur en O2 : -
humidité des gaz résiduaire : gaz secs

Conduit	Paramètre	Concentration mg.C/Nm3	Flux kg.C/h
Conduit Bivis 1	Composés organiques volatils totaux - COV	110	1
Conduit Bivis 2		110	1
Conduit Bivis 3		110	1,5
TOTAL			3 ,5

(...)

Les VLE en flux mentionnées dans le tableau de l'article 2.2.1.1 ci-avant sont considérées respectées si :

- sur la période de 0 à 2 ans à compter de la date de signature du présent arrêté, 60% des mesures mensuelles réalisées sur une année calendaire glissante sont inférieures aux VLE en flux mentionnées et 100 % des mesures mensuelles réalisées sont inférieures à 2 kg.C/h.

- sur la période de 2 à 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté, 80% des mesures mensuelles réalisées sur une année calendaire glissante sont inférieures aux VLE en flux mentionnées et 100 % des mesures mensuelles réalisées sont inférieures à 1,5 kg.C/h.

- À partir de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté, 100 % des mesures mensuelles sont inférieures aux VLE en flux mentionnées.

Constats :

L'exploitant fait appel à un prestataire certifié pour effectuer les mesures mensuelles des émissions atmosphériques des 3 Bivis. Le même prestataire effectue les mesures de température ambiante et de température de l'eau des colonnes d'abattage.

La surveillance telle que prescrite par l'arrêté du 25/11/2022 susvisé est effectuée depuis le mois de janvier 2023. Au jour du contrôle les résultats des mesures de janvier à octobre 2023 sont connus. Il reste 2 séries de mesures à connaître pour vérifier le respect des prescriptions concernant les VLE en flux mentionnées dans le tableau de l'article 2.2.1.1 ci-avant et considérées respectées si 60% des mesures mensuelles réalisées sur une année calendaire glissante sont inférieures aux VLE en flux mentionnées et 100 % des mesures mensuelles réalisées sont inférieures à 2 kg.C/h.

L'exploitant a consolidé les résultats des mesures effectuées sur la 1ère partie de l'année 2023 et il présente les résultats sur un tableau excel dont il remet une copie à l'inspection. On peut constater les éléments suivants :

BIVIS 3 : 9 mesures effectuées depuis janvier (pas de fonctionnement au mois d'août) : toutes les mesures en flux sont < 1 kg.C/h donc < à la VLE prescrite qui est 1,5 kg.C/h.

BIVIS 1 : 7 mesures effectuées depuis janvier (pas de fonctionnement au mois d'août, septembre, octobre) : 4 mesures en flux sont < 1 kg.C/h (VLE prescrite), soit 57% des mesures. 3 mesures sont > à 1 kg.C/h => 1,1 kg.C/h le 17/05/2023, 1,75 kg.C/h le 27/06/2023 et 1,7 kg.C/h le 18/07/2023. Toutefois 100 % des mesures mensuelles réalisées sont inférieures à 2 kg.C/h.

BIVIS 2 : 10 mesures effectuées depuis janvier : 7 mesures en flux sont < 1 kg.C/h donc < à la VLE prescrite, soit 70% des mesures mensuelles réalisées.

3 mesures dépassent la VLE en flux : 27/06/2023 : 2,5 kg.C/h, 18/07/2023 : 3,9 kg.C/h et 17/08/2023 : 2,5 kg.C/h. Les rejets ne respectent pas les valeurs limites de flux prescrites.

Les résultats doivent être consolidés jusqu'aux mesures des mois de novembre et décembre inclus. La prescription susvisée est à ce jour partiellement respectée. L'exploitant a analysé les résultats de ces mesures au regard des mesures de température ambiante et de température de l'eau des colonnes qui sont désormais effectuées. Il est rappelé que seule la colonne d'abattement de la Bivis 3 est équipée d'un système de refroidissement de l'eau introduite. Or il ressort que les dépassements de VLE mesurés par exemple au mois de juillet sur les Bivis 1 et 2, la température ambiante a été mesurée à 30°C et celle de l'eau de la colonne d'abattage de la BIVIS 2 à 20° C.

Au vu des données consolidées, l'exploitant déduit qu'au delà d'une température l'eau d'environ 16°C, la performance de l'abattage des COV est altérée.

Il indique à l'inspection qu'il lui transmettra, à l'appui des rapports des mesures mensuelles, son analyse des résultats et considérant les écarts, les mesures correctives qu'il mettra en œuvre avant la période chaude de 2024.

Type de suites proposées : Susceptible de suites – 2 mois

N° 13 : Traitement des émissions canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.2.1.2

Thème(s) : Actions nationales 2023, traitement des émissions canalisées

Prescription contrôlée :

Les COV issus de chaque Bivis sont traités par colonne d'abattage refroidie à l'eau. La température ambiante au voisinage des colonnes et la température et le débit de l'eau de refroidissement sont mesurés en continu. Le système de traitement est équipé d'un dispositif système d'alerte en cas de dépassement des seuils de température ou de débit à partir desquels l'efficacité du système d'abattage est remis en cause.

Constats :

Les mesures de température ambiante et de température et de débit de l'eau introduite dans les colonnes d'abattage sont effectuées depuis le mois de janvier 2023. Au vu des données mesurées sur une année civile complète, il appartient à l'exploitant de fixer le seuil de la température maximale et de débit maximal de l'eau au delà desquels l'efficacité des systèmes d'abattage est remis en cause. Les systèmes de traitement ne sont pas aujourd'hui équipés d'alerte en cas de dépassement des seuils de température ou de débit puisque ces derniers ne sont pas encore définis. Il appartient à l'exploitant de transmettre ces éléments à l'appui de son analyse des résultats de la surveillance des rejets atmosphériques des ateliers Bivis.

Type de suites proposées : Susceptible de suites - 3 mois

N° 14 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.2.2

Thème(s) : Actions nationales 2023, COV PGS

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un Plan de Gestion des Solvants. Il comptabilise les heures de fonctionnement annuel de chaque Bivis et calcule les quantités totales annuelles des émissions en kg.C. par chacune d'entre elle.

Constats :

L'exploitant indique que le Plan de Gestion des Solvants est en cours d'élaboration pour l'année 2023. Il comptabilise les heures de fonctionnement annuel de chaque Bivis et calcule les quantités totales annuelles des émissions en kg.C. par chacune d'entre elle. Il transmet chaque année le PGS à l'inspection. Le PGS 2023 sera transmis à l'IIC en début d'année 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance rejets Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.3.1

Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance rejets canalisés

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance des rejets atmosphériques des 3 Bivis dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence
Débit	mensuelle
Température des rejets	mensuelle
COV totaux (concentration et flux)	mensuelle

Constats :

Le contrôle permet de constater que la surveillance des émissions atmosphériques effectuée par l'exploitant respecte les paramètres et la fréquence prescrits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Bilan des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 2.3.2		
Thème(s) : Actions nationales 2023, Bilan des émissions		
Prescription contrôlée : L'exploitant établit le bilan des émissions suivant :		
Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Constats : Le plan de gestion des solvants est élaboré chaque année et transmis à l'IIC. Celui de 2023 est en cours d'élaboration. l'exploitant indique qu'il le transmettra dès le début 2024.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 17 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats : L'exploitant a déjà analysé les résultats partiels de la surveillance des émissions atmosphériques de l'établissement. Il a déduit des données mesurées, notamment dans le cas des dépassements de VLE, que la température de l'eau des colonnes d'abattage des COV des ateliers BIVIS influe sur l'efficacité du système de traitement. L'eau introduite dans la colonne d'abattage de la BIVIS 3 est refroidie en amont. Aucun dépassement de VLE n'est constaté quelle que soit la température ambiante mesurée. Les colonnes d'abattage des BIVIS 1 et 2 sont plus anciennes et n'ont pas de système de refroidissement.</p> <p>Pour autant, l'exploitant a d'ores et déjà pris certaines mesures : il a peint le toit des bâtiments des Bivis 1 et 2 en blanc pour réduire l'échauffement du bâtiment et l'élévation de la température de l'air dans les ateliers. Il a constaté une réduction de l'élévation de la température de l'ordre de 1,5 à 2°C.</p> <p>Il envisage plusieurs solutions, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - calorifuger les colonnes d'abattage pour mieux maîtriser la température de l'installation; - refroidir la température de l'air dans les ateliers via des refroidisseurs (radiateurs) par circulation d'eau froide; - refroidir l'eau introduite dans les colonnes par le système existant de circulation d'eau glycolée qui refroidit l'intérieur de l'arbre à vis des BIVIS; <p>Il indique qu'il va transmettre à l'appui de son analyse des résultats des mesures mensuelles 2023 les actions qu'il va mettre en place pour que les rejets des gaz des ateliers Bivis soient conformes aux VLE, en toutes circonstances et notamment en saisons chaudes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite